



MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE

DIMANCHE 5 AOUT 1855.

N° 31.

On s'abonne à l'imprimerie
à la Gouvernenance.

Prix: 12 fr. PAR A.

payables par trimestre et
d'avance.

MESSAGER

ANNONCES: 1 franc la ligne,
caractères 9 points (pet. rom.)

AU COMPTANT.

S'adresser à l'imprimerie du
Gouvernement.

DE TAHITI.

PARTIE OFFICIELLE.

ORDRE.

Le Commandant particulier, etc.,

Vu la dépêche du 26 mars 1855, timbrée Direction des colonies, bureau de législation et d'administration, faisant notification du décret du 40 du même mois, lequel rend exécutoires, dans les Etablissements français de l'Océanie, les deux lois des 30 et 31 mai 1834;

10 Sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

20 Sur l'abolition de la peine de la mort civile;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le décret de S. M. l'Empereur des Français, en date du 40 mars 1855, rendant exécutoires les deux lois des 30 et 31 mai 1834,

10 Sur l'exécution de la peine des travaux forcés;

20 Sur l'abolition de la mort civile, est et demeure promulgué à Tahiti et dans les autres Etablissements français de l'Océanie, de même que les deux lois précitées.

ART. 2.

Le présent arrêté, ainsi que le décret et les deux lois dont il s'agit, seront insérés au Bulletin officiel de la colonie.

Papeete, le 28 juillet 1855.

ROY.

MAJORITÉ

DIRECTION DES AFFAIRES EUROPEENNES.

Par ordre de M. le Commandant particulier, en date du 31 juillet, M. Spanier, enseigne de vaisseau, a repris ses fonctions de directeur de l'arsenal.

Le directeur des affaires européennes, faisant fonctions d'aide-major, prévient les capitaines de navires, armateurs et consignataires, que l'indigène Tame, nommé pilote du Papeuriri par ordre de M. le gouverneur Bonard, en date du 18 mars 1852, confirmé par ordre de M. le gouverneur Page, en date du 18 avril 1853, continue à exercer ses fonctions.

Par décision de M. le Commandant particulier, en date du 31 juillet, l'article 45 du chapitre VI (saïaire) du règlement de pilotage lui est applicable.

Conformément à l'avis publié dans le Yeo no Tahiti du 9 août, le directeur des affaires européennes prévient les résidents de Tahiti et de Moorea qu'à l'occasion de la fête de S. M. l'Empereur Napoléon III, qui sera célébrée le 15 du courant, une joute d'embarcations aura lieu dans la rade de Papeete et une course de chevaux sur la plage de Toone.

Le programme de la cérémonie, ainsi que les conditions des courses et l'annonce des prix, paraîtront au prochain numéro du Messager.

Le directeur des affaires européennes, faisant fonctions d'aide-major,

HARDY.

AVIS OFFICIEL.

Il sera procédé par les soins du commissaire de l'ins-

cription maritime, le samedi 11 août prochain, à midi précis, dans la salle du tribunal, à la vente aux plus offrants et derniers enchérisseurs des effets et autres objets provenant de la succession du sieur Derrin, matelot de l'inscription maritime et agent de la maison Fauché frères, de Valparaiso, à Anaa.

Les objets adjugés seront enlevés séance tenante et la vente sera faite au comptant.

PARTIE NON OFFICIELLE.

TAHITI.

Par un ordre du 28 juillet, M. le Commandant particulier, Commissaire impérial, P. I., a autorisé Mgr d'Axiéri, à réouvrir à Mairiphe, district de Papeuriri, l'école française qui y avait été créée sous le gouvernement de M. le contre-amiral Lavaud, et qu'avait fait abandonner le nombre insuffisant de prêtres attachés à la mission catholique de Tahiti. Déjà les habitants de Papanu, appelés par la loi tahitienne à élire un maître d'école, avaient tourné leurs regards vers notre clergé et prié Mgr de leur envoyer un de ses prêtres pour instruire leurs enfants. C'est avec un vif plaisir que nous, qui portons intérêt à la population de ces îles, à cette ra. sainte, dont il y a tant à obtenir et qui laisse tant à désirer encore, nous voyons l'éducation de la jeunesse confiée à d'aussi dignes mains. C'est sur cette jeunesse des écoles, que le gouvernement du protectorat porte surtout sa bienveillance et son attention, car c'est elle qui, plus tard, grâce aux fruits d'une instruction solide et éclairée sous le point de vue moral et religieux, comprendra les bienfaits d'un gouvernement ferme, qui a sauvé son pays de l'anarchie et de la ruine qui menacent les peuples indiennes livrés à elles-mêmes; c'est celle qui marchera franchement dans cette voie civilisatrice où nous cherchons à entraîner la génération actuelle, qui ne s'y engage qu'avec peine, sous l'impression encore récente de dissensions politiques, de préjugés religieux et d'erreurs funestes que des esprits malveillants ont pris plaisir à développer chez elle.

Par jugement du haava Eteeta (juge indigène du district de Papeete), en date du 31 juillet, les deux mutoi Mari et Arai ont été condamnés, le premier à quatre mois de prison et le second à un an, pour avoir volé, l'un une ceinture en cuir à un matelot arrêté par lui et l'autre une hague en or. Quoique dans les deux cas, mais dans le premier sur tout, les objets dérobés ne soient pas d'une grande valeur, la justice a été sévère, et en agissant ainsi, elle n'a fait que son devoir; car lorsque ceux qui doivent faire exécuter et respecter les lois sont les premiers à les transgresser lorsque ceux qui arrêtent les coupables destinés aux tribunaux, y comparaissent à leur tour sur le banc des accusés, l'intérêt de la morale et de la loi exige qu'ils s'y trouvent en face de juges les corables.

NOUVELLES DIVERSES.

Expédition d'Orient.

II.

PARTIS POLITIQUES.

Après avoir dit au pays toute la vérité sur le plan de campagne et l'expédition d'Orient, il nous reste à exposer com-



neut la politique à remplir son rôle, son devoir l'honneur de la France et l'intérêt de l'Europe.

Quelles furent les vaines généralités de la guerre? Pour quel intérêt la France et l'Angleterre ajoutaient-elles porter leurs forces militaires et maritimes si loin de leurs rivages? Par quel point les différents Etats de l'Europe touchent-ils à cette question d'ordre européen? Quel est le but que l'on doit se proposer d'atteindre dans l'intérêt de tous? Comment faut-il entendre les quatre garanties acceptées de part et d'autre comme bases des négociations? Est-il juste, est-il utile de limiter la Russie dans la mer Noire? Quels seront les résultats des conférences de Vienne pour la paix ou pour la guerre? Tel est l'examen que nous voulons faire dans la seconde partie de ce travail, afin qu'à la veille des solutions décisives qui se préparent en ce moment, l'opinion publique, complètement éclairée, accepte avec une égale confiance la paix, si elle est possible; la guerre, si elle est nécessaire.

On sait comment cette grande lutte s'ouvrit d'abord par un petit procès avec la Turquie à propos des concessions que l'on avait accordées en faveur des Latins de la sainte. La Russie ne cherchait qu'un prétexte. Pour elle le tombeau du Christ n'était que le marchepied de sa domination. Mais ce n'était pas à cette pierre sacrée que pouvait échouer la paix du monde. Le Gouvernement de l'Empereur des Français, en réglant cette question de la manière la plus équitable, força le cabinet de Saint-Petersbourg à demander sa vérité de pensée. Tout le monde reconnut alors que la Russie n'avait soulevé ce débat que pour ouvrir à sa souveraineté l'entrée du Bosphore. L'interprétation abusive qu'elle fit du traité de Kainardji n'était autre chose, en effet, que la déchéance morale du Sultan. Dès lors, la question cessait d'être religieuse et devenait politique. L'Europe tout entière s'y trouvait engagée. Il fallait à jamais à comprendre son intérêt, à défendre son droit, à montrer sa force.

C'est vers ce résultat que tendirent tous les efforts du Gouvernement français. L'Angleterre, trompée d'abord par le prétendu caractère religieux de la question, comprit bien vite, avec son sens si net et si droit, sa véritable portée. Elle sentit comme nous la menace et l'arrogance de cette domination, et sa main s'étendit déjà de notre côté, qui celui de la France s'avancant du sien pour sceller l'alliance des deux grands pays qui représentaient la civilisation de l'Occident.

Pour la France comme pour l'Angleterre, la question d'Orient représentait un intérêt supérieur à celui de leur propre ambition. La Russie voulait dominer à Constantinople. Il fallait l'en empêcher. La Russie, souveraine de la mer Noire, n'ayant qu'à étendre la main pour toucher au Bosphore, plaçait la Méditerranée sous la menace des flottes de Sébastopol. En s'avancant vers les Dardanelles, elle reculait sa frontière jusqu'au littoral de la Méditerranée. Partout où ses vaisseaux pouvaient atteindre, sa prépondérance était assurée. Du fond de ses ports inaccessibles elle touchait à tous les empires et à tous les royaumes. Non, seulement la France et l'Angleterre avaient une rivale, non-seulement l'Allemagne s'attaquait sous le poids de colosse pesché sur elle, mais la Grèce, l'Italie, l'Espagne, l'Egypte et tous les Etats secondaires se trouvaient atteints du même coup dans leur sécurité et leur indépendance.

Close étrange! L'Europe avait fermé les yeux au péril immense de cette invasion du Nord. En 1829, la France et l'Angleterre, unies à la Russie, balant à Navarin la flotte turque, avaient détruit une force qui protégeait l'Occident. A cette époque, nous cherchions un allié à Saint-Petersbourg, au lieu d'y voir un adversaire de notre influence et de notre civilisation. En 1840, l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche, laissant au dehors les cabinets des Tuileries, s'unissaient encore sans se suspecter. Sébastopol, fermé à toutes nos investigations, cachant dans son port inaccessible l'activité de ses chantiers et de ses arsenaux, n'apparaissait à personne comme une menace. On avait oublié que, dès 1805, une flotte partie de ce port et portant 12,000 hommes avait débarqué en Italie, et mis en présence les Français et les Russes dans la Méditerranée. Cette avertissement constitutionnel pendant lequel on s'endormait, cet oubli qui avait permis à la Russie du fond de l'Extrême, par la domination des détroits, pouvait atteindre jusqu'à l'entrée de l'Adriatique.

Quelques années plus tard, la Russie, ayant à lutter contre la France unie à l'Autriche, précisa bien mieux en ces sa politique d'encadrement, par le but qu'elle poursuivait et par les moyens dont elle se servait. Le plan de cette politique est, toute sa révélation. Nous l'empruntons à un document authentique récemment publié dans les mémoires d'un homme d'Etat, l'amiral Tichakoff, auquel l'empereur Alexandre donna les instructions suivantes, à la date du 10 avril 1813.

« La conduite astucieuse de l'Autriche, qui vient de s'unir avec la France, oblige la Russie d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour déjouer les intentions hostiles de ces deux puissances. Le plus important est d'utiliser en notre faveur le génie militaire des peuples slaves, tels que ceux de la Serbie, de la Bosnie, de la Dalmatie, du Monténégro, de la Croatie, de l'Illyrie, lesquels, une fois armés et organisés militairement, pourront coopérer puissamment à nos opérations. Les Hongrois, mécontents des procédés de leur gouvernement actuel, nous offrent aussi un excellent moyen d'inquiéter l'Autriche; de faire diversion à ses idées hostiles, et par conséquent, d'affaiblir ses ressources. Tous ces peuples, remis à nos troupes régulières, formeront une milice assez imposante, non-seulement pour prévenir les intentions hostiles de l'Autriche, mais encore pour opérer une diversion marquée sur l'aile droite des possessions françaises, et nous donner un moyen assuré de porter nos coups du côté de Vienne et de Sophia.

« Le but de la diversion contre la France doit être d'occuper la Bosnie, la Dalmatie, la Croatie, et de diriger leurs troupes sur les points les plus importants de la mer Adriatique, et plus particulièrement sur Trieste, Fiume, Boccia di Cattaro, afin d'y établir, selon l'opportunité, des relations avec la flotte anglaise et de faire tous nos efforts pour attirer les mécontents du Tyrol et de la Suisse, et agir en combiné avec ces courageux populations mécontentes de leur gouvernement actuel.

« Vous devez employer tous les moyens possibles d'exciter les populations slaves pour les mener à notre but; par exemple, vous leur permettrez l'indépendance, l'érrection d'un royaume slave, des récompenses pécuniaires pour les hommes les plus influents parmi eux, des décorations et des titres convenables pour les chefs et les troupes. Enfin, vous ajouterez à tous ces moyens ceux que vous jugerez les plus propres à les gagner, les plus conformes aux circonstances présentes. »

Telles étaient les vues de la Russie dès 1813, non-seulement contre la France, mais aussi contre l'Autriche. Ce plan incendiaire ne pouvait sortir plus à propos du secret des archives de Saint-Petersbourg pour montrer à l'Europe, et surtout au cabinet de Vienne, l'immense intérêt qu'il y a pour tout le monde à s'enfermer dans une barrière devant une politique qui justifiait si complètement, par ses moyens et par ses fins, la prévoyance de l'empereur Napoléon Ier. Si les héritiers de Pierre-le-Grand pouvaient jamais dominer à Constantinople par la mer Noire, l'Autriche, courée, entourée de toutes parts par le bras robuste de la Russie, serait à la merci d'une entreprise comme celle dont l'audace de l'empereur Alexandre avait conçu la pensée. La Hongrie, ouverte à son action par le Danube, serait livrée à toutes les excitations de ses souvenirs. La mer Adriatique, exposée à l'attaque brusquée d'une coalition slave, cesserait d'être le débouché et le rempart de l'empire autrichien, et la clef du golfe de Trieste pourrait passer, par une surprise, de Vienne à Saint-Petersbourg.

Ainsi donc, rien de plus légitime, de plus nécessaire et de plus juste devant Dieu et la conscience universelle, que cette résistance des deux Gouvernements maritimes de l'Occident donnerait le signal au mois d'avril 1854. L'Angleterre et la France tiraient l'épée pour le compte de tous les Etats. Leurs armées et leurs flottes étaient l'avant-garde de l'Europe. Ayant eu l'honneur d'arriver les premières sur le théâtre de la guerre, elles avaient le droit de compter qu'elles y seraient suivies, et elles attendaient avec confiance l'Autriche et la Prusse à ce rendez-vous de l'équilibre et de l'indépendance de l'ordre européen.

L'Autriche et la Prusse n'avaient pas hésité à se placer

« dans la sauvegarde des intérêts pour la défense desquelles la France et l'Angleterre allaient combattre; elles avaient reconnu, dans les protocoles signés à Vienne, les droits de la Turquie; elles avaient repoussé les avances du czar, qui, n'osant pas leur demander leur concours, se bornait à leur proposer la résignation de la neutralité; elles s'étaient unies par un traité pour la garantie des intérêts allemands; elles avaient mis leurs armées sur pied de guerre, et elles avaient invité la Confédération germanique à suivre leur exemple. Mais, tout en se préparant à l'action, les deux grandes puissances allemandes hésitaient à y entrer. Ce qui leur manquait, ce n'était pas le cœur, car il ne manque jamais à des gouvernements qui ont la responsabilité de l'honneur et du salut de leur pays. Ce qui leur manquait, c'était la confiance. Contrebalancées dans les causes de la guerre, elles étaient incertaines de son but. C'est ce but qu'il importait de définir, afin de ne leur laisser ni hésitation ni défiance. L'Empereur, ouvrant la session législative de 1854, avait dit dans son discours :

« L'Europe sait à n'en plus douter que si la France tire l'épée, c'est qu'elle y aura été contrainte. Elle sait que la France n'a aucune note d'agrandissement. Elle veut uniquement résister à des empiétements dangereux. Aussi, elle aime à le proclamer hautement, le temps des conquêtes est passé sans retour, car ce n'est pas en reculant les limites de son territoire qu'une nation peut désormais être honorée et puissante; c'est en se mettant à la tête des idées généreuses, en faisant prévaloir partout l'empire du droit et de la justice. »

Cette solennelle déclaration ne laissait aucune incertitude sur le caractère de la guerre; elle ne permettait aucune défiance sur les intentions du gouvernement de la France et de l'Angleterre. Aussi, quand l'Allemagne nous fit demander jusqu'où nous voulions aller, fut-il facile à M. Drouyn de Lhuys, d'accord avec lord Clarendon, de répondre au nom de l'Empereur, dans sa mémorable note à M. de Bourqueney, en formulant les conditions générales auxquelles les puissances alliées consentaient à traiter du rétablissement de la paix. Ces conditions comprennent ce que l'on est convenu d'appeler les quatre garanties.

Cependant l'Allemagne ne se contentait pas, et pendant que les notes et les contre-notes s'échangeaient entre Vienne, Berlin et Saint-Petersbourg, la guerre continuait et se développait en Crimée; la France et l'Angleterre luttaient devant Sébastopol pour la cause commune, et elle produisaient leur sang pour assurer l'indépendance et l'équilibre de l'Europe. Enfin l'Autriche nous demanda si nous consentions à traiter encore sur les bases des quatre garanties. L'hésitation fut longue dans les conseils des deux puissances alliées. Il leur semblait qu'après de si glorieux efforts et de si douloureux sacrifices, après avoir gagné deux victoires, à l'Alma et à Inkermann, quand les armées assaillaient Sébastopol et quand leurs flottes occupaient la mer Noire, elles avaient le droit d'exiger davantage. Mais l'intérêt d'une alliance avec l'Autriche, pour la paix comme pour la guerre, l'emporta sur l'inspiration de ces légitimes exigences. Le traité du 2 décembre fut le résultat de cette politique.

C'est donc par égard pour l'Autriche, par désir de son alliance offensive et défensive, et pour donner à l'Allemagne une preuve non équivoque de modération, que nous avons accepté l'ouverture des négociations sur la base des quatre garanties, tout en nous réservant d'y introduire toute autre condition qui résulterait des chances de la guerre.

De la part des gouvernements alliés, cet acte de modération ne coûtait rien à leur dignité, ni aux intérêts qu'ils défendaient; car, sans cela, ils ne leussent pas consenti. De deux choses l'une en effet : ou ces négociations devaient aboutir, ou elles devaient échouer. Si elles aboutissaient, l'Europe, par les quatre garanties, obtenait des conditions que M. le comte Nesselrode déclarait quatre mois auparavant ne pouvoir accepter qu'après dix années de guerre malheureuse; si elles échouaient, l'Autriche, dont l'alliance devenait offensive, entrerait dans l'action armée, et le poids de son épée obtenait bien vite par la guerre ce que l'autorité de ses influences n'aurait pu imposer dans les négociations.

Ainsi, dans l'un et l'autre cas, il était bon de négocier à

Vienne tout en continuant de combattre en Crimée.

Quand aux conditions de paix, rien de plus juste, de plus modéré, de plus conforme aux droits et aux intérêts de l'Europe. Il nous serait facile de l'établir en caractérisant toutement la pensée qui les a dictées et le but qu'elles doivent atteindre.

La première des quatre conditions, en faisant cesser le protectorat de la Russie sur les principautés de Moldavie, de Valachie et de Serbie, et en plaçant leurs privilèges sous la garantie collective des grandes puissances, enlève au cabinet de Saint-Petersbourg les droits qu'il prétendait tenir des anciens traités, et qui n'étaient qu'un moyen d'assujettir ces populations, de dominer la Turquie, d'approcher l'Autriche par son côté le plus vulnérable, et de troubler l'Europe entière.

La seconde, en stipulant la liberté de la navigation du Danube, dégage le commerce de toutes les nations, et principalement de l'Autriche, des obstacles moraux et matériels qui l'enlèvent, et laisse les bouches de ce grand fleuve ouvertes aux Etats dont il est la richesse et la défense.

La quatrième, en affermissant la Turquie des prétentions de la Russie à un protectorat religieux sur les sujets grecs du Sullin, assure cependant plus qu'il n'est de conscience en même temps qu'elle détruit la suprématie que les czars se sont attribuée, et dont le but politique, pour mieux s'imposer, se dissimulait sous un intérêt religieux.

Quant à la troisième de ces conditions, celle qui a pour objet de faire cesser la prépondérance de la Russie dans la mer Noire, nous l'avons réservée tout expressément, comme la plus importante et la plus contestée, afin de l'expliquer ici catégoriquement. Comment faut-il l'entendre d'abord? Evidemment l'équivoque sur ce point aussi grave ne pouvait convenir à personne. Les gouvernements alliés, qui ont la conscience de la justice de leurs prétentions, n'ont pas craint de les définir. La Russie fait-elle la mer Noire ou la mer russe; elle y a jeté le fond des établissements maritimes du premier ordre; elle y a accumulé, avec autant de persévérance que de mystère, des forces navales considérables, et l'on peut dire que par cette domination exclusive, de la mer Noire, elle a mis le siège en permanence devant Constantinople.

Cet état de choses n'est pas possible, parce qu'il est incompatible non-seulement avec l'intégrité de l'empire ottoman, mais avec la sécurité de l'Europe tout entière.

La France et l'Angleterre, en demandant à la Russie de limiter sa puissance dans la mer Noire ou de neutraliser cette mer, sont donc complètement dans leur droit. Si ce résultat n'était pas obtenu par la paix ou par la guerre, la paix serait éphémère et la guerre serait stérile. Et qu'on le remarque bien, cette demande de limitation de la puissance russe ou de neutralisation de la mer Noire ne répond pas seulement à l'intérêt anglo-français, elle répond aussi à l'intérêt de l'Autriche, pour laquelle le Danube, fleuve commercial et militaire, est une magnifique route ouverte à son activité vers le Pont-Euxin et l'Asie.

On présente contre cette prétention un argument que nous ne croyons pas sérieux : on dit aux puissances alliées : « Vous demandez à la Russie une concession qui, tout au plus, pourrait être le prix de la reddition de Sébastopol, et cette place est encore occupée par l'armée russe. »

Voici notre réponse : l'est de droit des gens que l'on peut garder par la paix une place de ce que l'on a obtenu par la guerre. Nous n'avons pas encore pris Sébastopol, cela est vrai; mais qu'est-ce donc que Sébastopol à l'heure qu'il est pour la Russie? Ce n'est plus une place maritime, puisque sa flotte coulee à l'entrée de son port ou enfermée derrière cette barrière infranchissable, s'est retirée de la lutte. La mer Noire est le champ de bataille que nous avons conquis, ou, si l'on veut, que l'ennemi nous a abandonné. Le pavillon russe ne pourrait pas s'y montrer. Nos vaisseaux, ceux de l'Angleterre et de la Turquie la sillonnent dans tous les sens. Sa domination est déplacée; elle a passé de Sébastopol à Constantinople.

Qui nous oblige à rendre ce gage? Est-ce que cette situation n'est pas la meilleure pour nous? Et non-seulement nous occupons la mer Noire, mais encore nous sommes à Sébastopol; nous sommes fortifiés à Kamiesch et à Balach-



la mer Noire, se retranche à Eupatoria; Odessa est sous la menace de nos flottes. Que peut faire la Russie? Subit-elle longtemps sans dommage pour sa puissance morale et sans ruine pour son commerce le blocus qui va l'empêcher de toutes parts dans la mer Noire et dans la Baltique? Pourrait-elle vivre au sein d'une paralysie qui frappe en elle le principe vital des nations, c'est-à-dire le mouvement, l'action, le droit d'exporter ou d'échanger ses produits et qui la condamnerait à l'isolement, à la stérilité et à l'impuissance dans l'immensité de son empire?

Demander à la Russie de limiter ses forces navales ou de neutraliser la mer Noire, c'est-à-dire d'en exclure tous les bâtiments de guerre à quelque nation qu'ils appartiennent, c'est donc exiger d'elle beaucoup moins que ce qui nous est acquis par la guerre et ce qu'il dépend de nous de nous conserver sans effort. Pour que la Russie ne rentre jamais dans la mer Noire, que faut-il en effet? Il faut quatre vaisseaux de chacune des trois nations maritimes, la France, l'Angleterre et la Turquie. Cette croisière suffirait pour occuper la mer Noire et pour transporter sa domination des rives de la Crimée à l'entrée du Bosphore.

Ce que la Russie a perdu, ce qu'elle ne peut recouvrer par la guerre, fût-elle bien longue, c'est sa prépondérance sur l'Orient. Ce qu'elle peut légitimement demander, c'est sa part d'influence dans les affaires du monde. Elle ne veut avoir besoin une coalition de tous les Etats pour contenir son ambition, mais personne ne veut l'humilier. Ce qu'on lui demande, l'Europe a le droit et le devoir de l'exiger d'elle. Si elle l'accorde, le repos du monde est assuré, le but des puissances alliées est atteint. Si elle le refuse, la guerre continuera et décidera.

(La suite au prochain numéro.)

MOUVEMENTS DE L'ÉTAT-CIVIL DE LA COMMUNE DE PAPERTE EN JUILLET 1855.

NAISSANCES.

NÉANT.

PUBLICATIONS DE MARIAGE.

Entre BOUTEBOQUE (Jean-Pierre-Jules), ouvrier civil.
Et L'AVENIER (Marie-Françoise), femme de chambre.

MARIAGES.

Entre BOUTEBOQUE (Jean-Pierre-Jules), ouvrier civil
Et L'AVENIER (Marie-Françoise), femme de chambre.
Mariés le 26 juillet à 9 heures du matin en la maison commune.

DÉCÈS.

NÉANT.

Paperte, le 2 août 1855.

L'officier de l'état-civil,
V. DUHAMEL.

BATIMENTS SURRAGE.

DE GUERRE.

31 février. Corvette française *Moselle*, commandée par

M. Belfand, lieutenant de vaisseau.

30 juillet. Goëlette française *Paperte*, commandée par

M. Rosenweig, lieutenant de vaisseau.

9 mai. Goëlette française *Tanemamu*, désarmée.

Goëlette française *Nouhiva*, désarmée.

DE COMMERCE.

21. Brig péruvienne *Indépendante*, capitaine Sandré, en partance pour Valparaiso.

21. Trois mâts américain *Alfred*.

24. Trois mâts américain *Columbia*.

26. Brig américain *Tigris*, capitaine Mead.

24. Goëlette chilienne *Penquista*, capitaine Alexandre, sur cale.

29. Goëlette du protectorat *Diana*, capitaine Roi.

1 août. Goëlette anglaise *Sophia*, capitaine Hayward.

2. Goëlette anglaise *Island Lady*, capitaine Kengit.

Mouvements du port de Paperte du samedi 28 juillet au samedi 4 août 1855.

ENTRÉS.

29. Goëlette du protectorat *Diana*, capitaine Roi, 60 tonneaux, 8 hommes d'équipage, 4 passagers, venant de Huahine en 1 jour; sucre, melasse.

30. Goëlette coloniale *Paperte*, commandée par M. Rosenweig, lieutenant de vaisseau, venant de Papara.

1 août. Goëlette anglaise *Sophia*, capitaine Hayward, 119 tonneaux, 8 hommes d'équipage, 3 passagers, venant de Sydney en 37 jours; charbon, assortiment.

2. Goëlette anglaise *Island Lady*, capitaine Kewit, 130 tonneaux, 9 hommes d'équipage; venant de Valparaiso en 60 jours; farine pour Sydney.

SORTIS.

29 juillet. Goëlette du protectorat *Gazelle*, capitaine Hurd, pour Borabora.

30. Trois mâts sarda *Distruzione*, capitaine Gazzalo, pour Valparaiso.

ARSENAL.

Le 1 août, à 1 heure de l'après-midi, le trois mâts américain *Columbia* a été mis à l'eau.

Le 3 août, à 1 heure de l'après-midi, la goëlette chilienne *Penquista* a été halée sur cale.

ANNONCES.

AVIS AU PUBLIC.

Aucune dette contractée par les marins formant l'équipage de la goëlette chilienne *Penquista*, pendant son séjour à Tahiti, ne sera reconnue.

Le capitaine : ALEXANDRE.

Le consignataire : J. LABBE.

PUBLIC NOTICE.

No debts whatever contracted by the sailors of the schooner *Penquista* during her stay at Tahiti will be acknowledged.

The captain : ALEXANDRE.

The consignee : J. LABBE.

AVIS AU PUBLIC.

MM. Rouffio et Haymet, étant dans l'intention de liquider, prient leurs créanciers de vouloir bien s'adresser leurs comptes dans le plus bref délai.

Paperte, le 4 août 1855.

ROUFFIO ET HAYMET.

L'imprimeur gérant : H. GEORGETTE DU BUISSON.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU 28 AU 4 AOUT 1855.

DATES.	BATON BAROMÉTRIQUE		TEMPÉRATURE.			Moyenne de 6 h. 40 h. mat. 4 h. 40 h. du soir.	Tension moyenne de la vapeur	Humidité relat. en centimètres	Quantité de pluie tombée	Vents dominants pendant les jours
	hauteur moyenne.	oscillation diurne.	Minima.	Maxima.	Moyenne.					
S. 28	759,23	2,5	20,0	25,6	22,80	22,45	16,68	70,8	°	O.
D. 29	760,32	2,2	16,6	24,6	20,60	20,30	13,61	74,0	°	O.
L. 30	761,42	1,6	17,0	24,1	20,70	20,75	13,53	74,0	°	O.
M. 31	760,42	1,3	16,0	24,6	20,30	19,90	12,94	70,8	°	O.
M. 1 ^{er}	760,25	1,6	14,8	25,6	20,70	20,75	13,17	78,6	°	O. N. O.
L. 2	761,10	2,0	16,6	26,0	21,30	21,65	16,61	83,2	°	O.
V. 3	760,07	1,8	19,0	27,0	25,00	23,86	16,89	74,6	°	E.